



Transports ; Direction des transports terrestres ; Service des voies
navigables ; Sous-direction des transports par voies navigables
(1935-1989)

Répertoire (19980463/1-19980463/7)

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1998

INTRODUCTION

Référence

19980463/1-19980463/7

Niveau de description

fonds

Intitulé

Transports ; Direction des transports terrestres ; Service des voies navigables ; Sous-direction des transports par voies navigables

Date(s) extrême(s)

1935-1989

Présentation du contenu

Sommaire Elaboration et application des textes réglementaires dans le domaine du transport fluvial. Art 1-2 : Travaux préparatoires au projet de loi de décentralisation portant sur les transferts de compétence en matière d'infrastructures, canaux et ports fluviaux, 1981-1989. Art 3-5 : Dossiers des transferts de compétence relatifs aux ports fluviaux concédés, arrêtés de concession, plans, 1935-1984. Art 6-7. Application des lois de démocratisation et de déconcentration du secteur public, 1982-1985.

Nom du producteur

- [Sous-direction des transports par voies navigables](#)

Localisation physique

Pierrefitte

Termes d'indexation

voie navigable; transport fluvial; service public; port fluvial; navigation intérieure; loi; infrastructure de transport; déconcentration; décentralisation; canal; loi; réglementation

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_009822

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

Répertoire (19980463/1-19980463/7)

19980463/1

Archives de la sous-direction des transports par voies navigables :

Décentralisation : élaboration du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat :

- les réflexions sur la décentralisation (avis et observations de l'Association nouvelle des ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, de la division des études économiques de la DTT et de la sous-direction des voies navigables)
- notes relatives à la préparation du projet de décentralisation du domaine fluvial et voies navigables
- examen du projet de loi sur la décentralisation préparé par le Ministre de l'Intérieur (lettre du 13 octobre de M. DEFERRE)
- diverses versions de texte du projet de loi sur les transferts de compétence (voies navigables, sous-section 3)
- loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, publié au JO le 9 janvier 1983

1981 1983

Décentralisation : deuxième loi de décentralisation (loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) :

- travaux préparatoires (tableau des projets de textes successifs concernant les voies navigables et les ports fluviaux)
- projet de décret pris pour l'application de l'article 5 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983
- transferts de compétences aux collectivités locales en matière de ports et voies d'eau (projet de décret et rapport au premier Ministre, compte-rendu de la réunion interministérielle du 9 novembre 1983, relevé de décisions de la réunion interministérielle du 29 novembre 1983)

1983 1984

19980463/2

Décentralisation :

- projet de loi portant dispositions diverses aux collectivités locales (article 5 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983), réunion de travail du 21 mai 1986, compte-rendu de réunion interministérielle des 7 et 11 juillet 1986, demande d'avis au Conseil d'Etat (interprétation de l'article 5 de loi 83-663)

1986 1988

- loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation : note technique sur l'application de l'article 13 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 ouvrant aux collectivités locales, à leurs établissements publics et à leurs groupements la possibilité d'accorder des baux emphytéotiques, sur des biens appartenant non seulement à leur domaine privé mais également à leur domaine public, à des personnes privées, en vue de l'accomplissement d'une mission de service public ou d'une opération d'intérêt général

1988 1989

- divers : code des prescriptions et procédures techniques particulières applicables aux communes, départements et régions (secteurs des voies navigables) (articles 90 et 91, loi du 2 mars 1982 relative aux droits des communes, des départements et des régions), comité d'allègement des prescriptions et procédures techniques

1983 1984

- divers : transfert de compétences, application de la loi du 22 juillet 1983 (mise à disposition du domaine public maritime, projet de décret relatif à l'utilisation du domaine public portuaire mis à la disposition des départements et des communes)

1984 1985

- divers : décrets «urbanisme» (loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 (dispositions consacrées à l'urbanisme de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983)

1983 1983

- divers : problèmes posés par les ports d'estuaire (port de Carenton, port de Quimper, port de Morlaix)

1984 1985

- divers : notes et relevé de conclusions relatifs aux transferts de compétences en matière de ports fluviaux et canaux (deux solutions prises concernant le personnel), notes relatives à la police administrative à l'intérieur des ports maritimes implantés sur le domaine public fluvial

- dossiers de transfert de compétence en matière de voies navigables

1985 1986

19980463/3

Décentralisation : région Nord-Pas-de-Calais : dossiers des ports fluviaux concédés (décrets et cahiers des charges, arrêtés interministériels et arrêtés préfectoral accordant la concession, plans) :

- concession d'établissement et d'exploitation d'outillage public aux ports de Lille, Santes, Wambrechies, Don, Marquette, Saint-André, La Bassec

1935 1983

- concession d'établissement et d'exploitation d'outillage public aux ports de Valenciennes, Bouchain, Demain, Rouvignies, Saint-Saulve

1955 1984

- concession d'établissement et d'exploitation d'outillage public aux ports de Béthune, Beuvry, Wingles

1972 1983

- concession d'établissement et d'exploitation d'outillage public aux ports d'Arras, Saint-Laurent, Blangy

1972 1972

- concession d'établissement et d'exploitation d'outillage public aux port de Douai-Dorignies

1979 1979

- concession d'établissement et d'exploitation d'outillage public au port de Holque-Watten

1984 1984

- concession d'établissement et d'exploitation d'outillage public au port de Marquion

1968 1980

- dossier de transfert de compétences à la région Nord-Pas-de-Calais en matière de voies navigables : étude des possibilités de transfert de compétences de la voie d'eau à la région, compte-rendus de réunions, notes et correspondance, projet de décret relatif au transfert à la région Nord-Pas-de-Calais des compétences de l'Etat en matière de ports fluviaux

1984 1987

19980463/4

Décentralisation : - mise à disposition, par l'Etat, à l'Etablissement public régional des zones portuaires concédés : projet de dossier de mise à disposition par l'Etat au profit de la région Nord-Pas-de-Calais des ports de Lille

1985 1985

- mise à disposition d'un équipement pour le tourisme fluvial au profit d'une commune : projet de convention-type et de cahier des charges, inventaire des sites de tourisme fluvial

1985 1986

19980463/5

Décentralisation : régions de Bretagne, Pays-de-la-Loire, Picardie :

- dossier de transfert de compétences aux régions de Bretagne, Pays-de-la-Loire et Picardie, en matière de voies navigables (notes, comptes-rendus de réunions, correspondance, projets portant transfert par l'Etat des compétences en matière de voies navigables)

1986 1993

19980463/6

Démocratisation du secteur public :

- loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public : texte de l'avant-projet de loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public (4ème version), lettre du Premier Ministre sur l'application de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983, relative à démocratisation du secteur public, mise en application de la loi de démocratisation du secteur public aux ports autonomes de Paris et de Strasbourg à l'Office National de la Navigation et à la Compagnie Générale pour la navigation du Rhin

1982 1985

19980463/7

Déconcentration : décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982 relatifs aux pouvoirs des commissaires de la République et des commissaires de la République de région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements et dans les régions, et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics :

- instruction générale pour l'application des décrets du 10 mai 1983 (note du 7 juin 1982)

- projets de décret pour l'application aux services de navigation des dispositions concernant les compétences des commissaires de la République

- mesures d'applications dans les ports (compte-rendu de réunion de l'Association pour le développement des grands ports français et de l'Union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes)

- note du 30 juillet relative à la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués

- réponses des services

- projet d'arrêté portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués

- délégation de signature (note du 2 décembre 1982)

- conséquences des dispositions du décret n° 82-389 du 10 mai 1982 (recensement des commissions dans le secteur des voies navigables
- les mesures déconcentrées et les mesures à déconcentrer, mise en oeuvre des décisions du CIATER «Comité Interministériel de l'Administration territoriale», compte-rendu de la réunion du 20 mai 1983 du groupe permanent du CIATER, notes)

1982 1983